

# Estimation des coûts d'une proposition faite en campagne électorale

Date de publication :	2019-09-25	
Titre abrégé :	Accroître les dépenses fédérales pour l'éducation de la petite enfance et la garde d'enfants	
Description :	<p>Cette politique suppose une augmentation annuelle de l'ordre de 1 milliard de dollars des dépenses fédérales jusqu'à ce que les dépenses publiques en matière de services d'éducation et de garde des jeunes enfants (EGJE) atteignent la marque de 1 % du PIB.</p> <p>Ce niveau de référence pour les dépenses publiques vise les enfants de 6 ans et moins. Dans le cas présent, le terme « public » s'entend des gouvernements provinciaux et fédéral.</p> <p>Conformément aux directives du requérant, le niveau de référence pour les dépenses en matière d'EGJE établi par le DPB comprend seulement le montant total des transferts au titre de l'Allocation canadienne pour enfants pour les familles ayant des enfants de 6 ans et moins ainsi que les enveloppes budgétaires provinciales pour les services de garde réglementés. Par conséquent, cette référence exclut explicitement les transferts provinciaux et fédéraux en matière d'EGJE au titre du régime fiscal (déductions et crédits) ainsi que les dépenses en matière d'EGJE effectuées par les systèmes d'éducation provinciaux.</p>	
Ligne(s) d'exploitation :	Prestations pour enfants	
Sources des données :	Allocation canadienne pour enfants : total des transferts aux familles ayant des enfants de 6 ans et moins	BD/MSPS 27.1, Statistique Canada
	Total des enveloppes budgétaires provinciales pour les services de garde réglementés	Friendly et coll., <i>Early Childhood Education and Care in Canada - 2016, 2018</i> , tableau 13, Childcare Resource and Research Unit [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].
	Projections du PIB nominal	Coût de référence établi par le DPB pour les mesures proposées en campagne électorale
	Indice des prix à la consommation (IPC)	Coût de référence établi par le DPB pour les mesures proposées en campagne électorale
Estimation et méthode de projection :	La politique proposée vise à accroître les dépenses pour l'EGJE par tranche de un milliard de dollars par année jusqu'à ce que les dépenses publiques totales à ce titre atteignent la marque de 1 % du PIB. On a présumé que les dépenses	

publiques totales en matière d'EGJE étaient composées de deux éléments : l'Allocation canadienne pour enfants et les enveloppes budgétaires provinciales pour les services de garde réglementés.

Le DPB a calculé la portion de l'Allocation canadienne pour enfants revenant aux familles ayant des enfants de 6 ans ou moins au prorata du nombre d'enfants au moyen de la BD/MSPS. Les projections relatives à l'Allocation canadienne pour enfants ont été calculées à partir des hypothèses de taux de croissance pertinentes de la BD/MSPS<sup>1</sup>.

Les enveloppes budgétaires provinciales pour les services de garde réglementés ont été tirées du rapport intitulé *Early Childhood Education and Care in Canada – 2016*, publié par le Childcare Resource and Research Unit. Les projections pour ces enveloppes budgétaires ont été calculées à partir des projections démographiques de Statistique Canada pour les enfants de 6 ans et moins et des prévisions de l'inflation du DPB.

On a constaté que les dépenses actuelles pour l'EGJE sont inférieures à la marque de 1 %. Compte tenu de la projection de référence pour les dépenses en matière d'EGJE, le profil de dépenses proposé dans la présente mesure ne permettrait pas d'atteindre la marque de 1 % d'ici 10 ans.

Évaluation de  
l'incertitude :

L'évaluation comporte un degré d'incertitude modéré. Les transferts, dépenses et déductions fiscales sélectionnés influent sur le calcul des dépenses actuelles en matière d'EGJE. Les projections pour le PIB nominal et l'inflation (IPC), quant à eux, sont fortement influencées par les perspectives économiques. Les projections démographiques subissent tout autant les effets d'une gamme de facteurs comme le taux de natalité, le taux de mortalité et le taux d'immigration.

---

<sup>1</sup> La présente analyse repose en partie sur la Base de données et Modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS) de Statistique Canada. Les hypothèses et les calculs sur lesquels reposent les résultats de la simulation de la BD/MSPS ont été préparés par le Bureau du directeur parlementaire du budget (DPB) et le DPB assume l'entière responsabilité de l'usage et de l'interprétation de ces données.

## Coûts de la mesure proposée

Millions de \$	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Coût total	-	1 000	2 000	3 000	4 000	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000

## Renseignements supplémentaires

	Description	Ligne d'exploitation	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Total dépensé	ACB		10 628	10 926	11 138	11 431	11 708	11 942	12 154	12 397	12 645	12 898
	Enveloppes provinciales		5 030	5 174	5 337	5 516	5 712	5 924	6 136	6 340	6 536	6 724
	Dépenses proposées		-	1 000	2 000	3 000	4 000	5 000	6 000	7 000	8 000	9 000
Écart entre le montant total dépensé et 1 % du PIB			7 411	6 832	6 371	5 809	5 284	4 822	4 419	4 023	3 660	3 333

### Notes :

Les estimations sont présentées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, telles qu'elles figureraient dans le budget et les comptes publics.

Les chiffres positifs diminuent le solde budgétaire; les chiffres négatifs l'augmentent.

« - » = Le DPB ne prévoit pas de coût financier.